

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS
 se paient d'avance.
 Pour le département du Lot et les départements limitrophes :
 Trois mois... 5 fr.
 Six mois... 9 fr.
 Un an... 16 fr.
 Pour les autres départements...
 Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et samedi.

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS
 se paient d'avance
 Annonces... 25 c la ligne
 Réclamations... 50 c
 M. Havae, rue J.-J. Rousseau, 3
 M. Lafitte et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

La publication des Annonces Judiciaires et Létales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Hiver.

Tableau 1	Omnibus mixte	Poste mixte	Omnibus mixte	Omnibus mixte	Tableau 2	Poste mixte	Omnibus mixte	Omnibus mixte	Tableau 3	Poste mixte	Omnibus mixte
Cahors. — Départ.	5h10	12h25	5h40	8h41	Paris. — Départ.	7h45	9h40	9h40	Monsempron-Libos. — Départ.	7h30	9h30
Mercuès	5h26	12h41	5h55	9h59	Bordeaux. — Départ.	8h35	10h30	10h30	Fumel	7h37	9h37
Parnac	5h39	12h54	6h08	10h12	Périgueux. — Départ.	9h10	11h05	11h05	Soturac Touzac	7h50	9h49
Luzech	5h47	1h02	6h16	10h24	Monsempron-Libos. — Arrivée.	8h36	10h31	10h31	Duravel	8h02	9h57
Castelfranc	6h03	1h18	6h32	10h40	AGEN. — Départ.	5h50	7h45	7h45	Fuy-l'Évêque	8h11	10h06
Puy-l'Évêque	6h17	1h32	6h46	10h52	Monsempron-Libos. — Arrivée.	7h15	9h10	9h10	Castelfranc	8h30	10h25
Duravel	6h27	1h42	6h56	11h04	Paris. — Arrivée.	12h39	4h34	4h34	Luzech	8h44	10h39
Soturac Touzac	6h37	1h52	7h06	11h16					Parnac	8h55	10h41
Fumel	7h01	2h16	7h30	11h28					Mercuès	9h07	10h52
Monsempron-Libos. — Arrivée.	7h08	2h23	7h37	11h36					Cahors	9h25	11h10

Cahors, le 14 Mars 1874

Le prince Impérial aura dix-huit ans, le 16 mars, c'est-à-dire lundi prochain. Il entrera, ce jour-là, dans l'âge de la majorité tel qu'il a été prévu par les constitutions de l'Empire.

A l'occasion de cette solennité, qui va chercher sur la terre d'exil, après tant de désastres, ce jeune prince, né au lendemain de nos triomphes de Crimée, un assez grand nombre de pèlerins attachés à la cause impériale se rend depuis quelques jours en Angleterre.

Deux députés du Lot, M. le comte Joachim Morat et M. de Valon, viennent de partir pour assister à cet acte politique, qui s'accomplit en pleine liberté, au milieu du calme de l'Assemblée et du Pays.

La signification du voyage consiste dans la constatation de la majorité du prince Impérial. Les Français qui sont restés dévoués à l'Empire veulent annoncer à leurs concitoyens et à l'Europe, que le prince Impérial n'est plus sous la tutelle de l'Impératrice, et devient maître absolu de ses actions.

Il est indispensable de bien établir cette signification, car le parti conservateur tout entier est intéressé à ce que des fautes particulières, pouvant nuire à la cause commune, ne soient pas commises. Une revendication de l'Empire, dans les circonstances actuelles, produirait une scission profonde parmi les hommes d'ordre, dont les nécessités de la défense sociale doivent maintenir l'union.

Rien de plus naturel, pour les fidèles de la famille napoléonienne, que de faire savoir à tous les citoyens, que le prince Impérial, devenu majeur, se tient à la disposition de la France, si la France veut le rappeler. Ils sont dans leur droit; mais il serait regrettable que le parti bonapartiste songeât à former un bataillon à part, qui certainement, ne résisterait pas aux efforts des autres partis réunis contre lui.

Depuis la division momentanée du scrutin du 19 novembre, le parti bonapartiste a soutenu dans plusieurs scrutins importants, non-seulement le maréchal Mac-Mahon, mais un cabinet composé d'hommes qui, à vrai dire, ne sont pas sympathiques au passé impérial, à l'exception de M. Magne. Cette politique est bonne, et il est manifeste qu'en ce moment la France laborieuse n'en veut point d'autre.

En notre qualité de conservateur, et ne voulant nous placer présentement que sur le terrain de l'ordre, nous avons la conviction que l'immense majorité ne demande que l'organisation régulière et la consolidation du septennat. Gairantir le présent et réserver l'avenir sous un gouvernement neutre, tel est le seul système qui puisse aujourd'hui nous protéger contre deux alliés impitoyables pour la France, le démagogue radical et le soldat Prussien.

Conformément à la dépêche que nous avons publiée avant-hier, M. de Broglie a déposé le projet de loi, depuis longtemps attendu, qui proroge les pouvoirs des conseils municipaux. Il résulte des considérations développées dans l'exposé des motifs dont le vice-président a donné lecture, que cette prorogation pourrait bien durer jusqu'au premier janvier 1875, terme extrême. L'urgence a été votée à la presque unanimité. Il est évident que la nouvelle loi municipale et la nouvelle loi électorale doivent être votées avant qu'il soit procédé au renouvellement des conseil municipaux.

Revue des Journaux

Etoile belge.

(Correspondance parisiens adressés à ce journal)
 L'interpellation de M. Christophe a donné à M. le duc de Broglie l'occasion de s'assurer encore une fois de la majorité. Cette majorité lui est définitivement acquise pour le reste de la session, et peut être pour la durée entière de l'Assemblée actuelle. La raison en est bien simple : personne n'est plus identifié que M. le duc de Broglie avec la prorogation, avec ce que l'on nomme le septennat. C'est son œuvre, et il est assez naturel qu'on lui permette de la défendre et de tirer du fruit tout ce qu'il peut en tirer.
 Le fait considérable aux yeux du pays, c'est la présence au pouvoir pour un temps relativement assez long d'un chef militaire qui assure l'ordre; le fait considérable dans l'Assemblée, c'est la neutralisation politique de la majorité, ou plutôt la subordination des questions politiques à la question de conservation sociale. Or, il est incontestable qu'il ne s'est pas trouvé un homme d'Etat à la Chambre qui comprît aussi simplement, aussi nettement que le duc de Broglie ce qui semble être devenu le seul besoin actuel du pays. On peut dire de ce pays qu'il n'est traversé en ce moment que de courants négatifs; il sait bien mieux ce qu'il ne veut pas que ce qu'il veut. Ah! si un courant déterminé, positif se déclarait, si l'opinion publique se prononçait énergiquement dans un sens défini, l'opinion publique, ou entraînerait rapidement l'Assemblée, ou triompherait de l'Assemblée.

Mais il n'en est pas ainsi; et la meilleure preuve qu'on en puisse donner, c'est cette sorte de malaise qui travaille tous les partis. Il n'en est pas un qui n'affiche plus de joie qu'il n'en éprouve; il n'en est pas un qui ne soit obligé de se contenter des plus modestes triomphes; et réciproquement, il n'en est pas un qui ne cherche à grandir à l'excès les triomphes des partis voisins pour en faire un épouvantail. Le ton de toute la presse est en quelque sorte forcé.

Les bonapartistes jubilent parce que dans un discours des plus fades, ou il y a beaucoup plus d'adjectifs que de substantifs, M. Ollivier a placé le panegyrique de Napoléon III; les anti-bonapartistes jubilent parce que M. Guizot a rappelé à M. Ollivier son cœur léger, et parce que l'Académie a ajourné indéfiniment une fête académique qui n'aurait eu que peu de lauriers.

Les alarmistes crient que tout est perdu, que l'Empire va revenir parce qu'on donne de l'avancement à des percepteurs qui ont servi avant le 4 septembre. Les journaux de l'Empire font la grosse voix : le Figaro invoque Pavia, les légitimistes purs attendent un miracle; les journaux républicains enregistrent avec orgueil l'élection de M. Lepetit, mais n'osent guère triompher de celle de Ledru-Rollin. Il y aura encore deux élections partielles, après quoi ce sera fini; la nouvelle loi électorale entrera en vigueur. L'Assemblée restera donc ce qu'elle est aujourd'hui et c'est toujours dans ses rangs qu'il faut chercher les éléments de la solution politique.

On a beau dire qu'elle est usée, qu'elle est mécontente, qu'elle doute d'elle-même. Il faudra bien qu'elle fasse avant de disparaître ce qu'on pourrait nommer les lois nécessaires; elle a promis à marche forcée les lois constitutionnelles, il faut qu'elle tienne sa parole. Elle les fera peut-être d'autant plus sages qu'elle les fera sans entraînement, sans engouement, presque à regret. Nous nous méfions de l'enthousiasme législatif. Ce fut un vote enthousiaste qui porta M. Thiers au pouvoir exécutif; un vote enthousiaste salua le Pacte de Bordeaux. Qu'est devenue toute cette flamme et que sont devenues les espérances de ce temps? D'autres espérances se sont depuis envolées; nous restons en face d'une réalité froide, dure et sévère; nous n'avons qu'une chose à faire, tenir debout la France, lui donner un organisme politique qui lui permette de vivre. Tous ceux qui s'aventurent hors de ce programme risquent de n'embrancher que des chimères.

D'autres pays que la France se sont vus privés, à un moment donné, de ce qui était leur force, leur gloire et leur espoir; ils ne se sont pas abandonnés; la France elle-même a traversé des jours affreux; qu'on se souvienne seulement du lendemain de l'assassinat de Henri IV. Au reste, le bon sens de la nation se montre dès ce moment; la nation croit encore à elle-même et à son propre crédit. Toute l'épargne se jette sur la rente française, c'est là un bon symptôme; c'est le signe qu'au-dessus des partis, il y a un pays, qui a foi dans son avenir et qui ne désespère pas de ses forces.

Journal de Paris.

M. Ledru-Rollin a fait lundi son entrée à l'Assemblée. Il y avait vingt-cinq ans qu'on ne l'avait aperçu assis sur un siège de député. C'est le 13 juin 1849 qu'après s'être échappé par un vasistas du Conservatoire des Arts-et-Métiers il a quitté Paris et enfin la France pour se réfugier à Londres. C'est le 9 mars 1874 qu'il rentre dans la vie parlementaire et qu'il recommence sa carrière politique interrompue pendant un quart de siècle.

Un quart de siècle! Un quart de siècle! Dans le temps où nous sommes, l'homme public qui reparait sur la scène politique et parlementaire après vingt-cinq ans d'absence volontaire ou forcée, trouve tout changé autour de lui : les hommes et les choses, les caractères et les idées, les procédés et les écrits. Il ne peut plus avoir ni le sentiment juste de la situation, ni la mesure exacte de ce qu'il doit faire et de ce qu'il doit dire. Il doit se sentir enfin dépayé, à son banc de député,

comme un ressuscité qui reviendrait de l'autre monde sur cette terre.

Il y a déjà dans l'Assemblée actuelle un exemple de l'influence que exerce sur la situation personnelle des hommes politiques qui reparissent tardivement sur la scène parlementaire, cette longue disparition de la vie publique.

En 1848, M. Crémieux était une autorité. Il jouait un rôle important; il avait le prestige que donne l'éloquence; il était au premier rang dans l'opposition, la veille du 24 février et le lendemain il occupait l'une des premières positions dans le gouvernement provisoire où il exerçait un légitime ascendant.

Le coup d'Etat fit rentrer, comme homme public, M. Crémieux, dans l'ombre. Depuis quelque temps, il essaie d'en sortir. Il est membre de l'Assemblée actuelle. C'est à peine si en dehors on sait qu'il existe encore. Il n'y est plus que son propre fantôme. C'est un monde si différent de celui où il a vécu et brillé, comme député, pendant un grand nombre d'années, qu'il y a perdu jusqu'à son talent de parole. Il y est sans la moindre influence; il n'y a ni autorité, ni prestige; il n'y joue aucun rôle.

Il pourrait bien en arriver autant à M. Ledru-Rollin.

M. Ledru-Rollin avait surtout un tempérament qui s'harmonisait avec les temps et les circonstances, les positions et les intérêts qui ont fait de lui le chef de la Montagne, le tribun de la Révolution et la personnification de la République. Dans son parti, il représentait la force et l'action. Le procédé n'est plus le même, le but aussi est changé. Les radicaux de 1874 ne ressemblent pas aux jacobins de 1848. Ce sont d'autres aspirations et d'autres convoitises. La question politique est reléguée au second plan; la question sociale a pris le pas sur elle. Les doctrines de la République ont perdu leur influence sur les classes ouvrières. L'Internationale les a dépassés et seule elle les fait mouvoir à son gré.

Sans point d'appui au dehors M. Ledru-Rollin, à son tour, ne sera plus dans l'Assemblée que l'ombre de lui-même. Les procédés d'attaque qu'il avait l'habitude d'employer ne sont plus de mise; il sera malhabile à se servir des nouveaux.

On annonce déjà que le nouvel élu de Vaucluse se propose de paraître très rarement à l'Assemblée. C'est ce qu'il a peut-être de mieux à faire pour conserver quelque temps un reste de prestige aux yeux du parti révolutionnaire.

Liberté.

Sous ce titre : les Elections au Reichstag, un jeune publiciste, de beaucoup de talent, et qui possède à fond les hommes et les choses de l'Allemagne du Nord, ayant eu le courage, au lendemain de la guerre, d'aller planter sa tente au milieu de nos vainqueurs, afin de les étudier chez eux, dans leur vie de tous les jours, politique, sociale, même intérieure, M. Ernest Lavisse vient de faire paraître dans la Revue des Deux-Mondes une très-intéressante étude sur les forces relatives des partis au nouveau Parlement. Ce n'est pas un début que ce travail; il fait suite à plusieurs

